

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

TABLE DES MATIÈRES

Editorial	5
<i>Jean Jacques Forrer, Président de la Délégation des Barreaux de France, Avocat au Barreau de Strasbourg, Ancien Bâtonnier de l'Ordre, Membre de la Délégation française au CCBE</i>	

Dossier spécial

Le droit pénal européen	8
Vers une politique de l'UE en matière pénale : état des lieux et perspectives	8
Regards croisés : La proposition de directive sur le droit d'accès à un avocat dans les procédures pénales et sur le droit à la communication en cas d'arrestation	
Pour une politique pénale européenne équilibrée entre la protection des droits de la défense et les nécessités de l'enquête	12
L'apport de l'Union européenne à la procédure pénale	16
Le Barreau de Paris soutient Madame Reding	21
Le droit des victimes	23
Le mandat d'arrêt européen : état des lieux et perspectives	26
Vers la création d'un Procureur européen ?	30

Points sur...

Coexistence de la Charte des droits fondamentaux et de la Convention européenne des droits de l'homme : vers un système européen de protection des droits de l'homme plus cohérent	38
Les avocats au sein du marché intérieur : des prestataires de services comme les autres ?	42

L'actualité du droit de l'Union européenne

Bibliothèque	103
Informations générales	107
Nos formations	108
Autres manifestations	109
Nos partenaires	110

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Delegation des Barreaux de France

DOSSIER SPÉCIAL

Le droit pénal européen

SOMMAIRE

Vers une politique de l'UE en matière pénale : état des lieux et perspectives

Viviane Reding

Vice-Présidente de la Commission européenne, Commissaire en charge de la Justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté 8

Regards croisés : La proposition de directive sur le droit d'accès à un avocat dans les procédures pénales et sur le droit à la communication en cas d'arrestation

Pour une politique pénale européenne équilibrée entre la protection des droits de la défense et les nécessités de l'enquête

Jean Leonetti

Ministre auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes, Chargé des Affaires européennes 12

L'apport de l'Union européenne à la procédure pénale

Bâtonnier Thierry Wickers

Président du Conseil National des Barreaux 16

Le Barreau de Paris soutient Madame Reding

Jean-Yves Le Borgne

Vice-Bâtonnier du Barreau de Paris 21

Le droit des victimes

Carmen Romero López

Députée au Parlement européen, Membre de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen 23

Le mandat d'arrêt européen : état des lieux et perspectives

Jean-Louis Keita

Avocat au Barreau d'Aix en Provence, Ancien Bâtonnier de l'Ordre, Membre de la Commission « Droit pénal » de la Conférence des Bâtonniers 26

Vers la création d'un Procureur européen ?

Vincent Asselineau

Avocat au Barreau de Paris, Ancien Membre du Conseil de l'Ordre, Ancien Membre du Conseil National des Barreaux, Expert au sein du comité « Pénal » du CCBE 30

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délegation des Barreaux de France

Point sur ...

SOMMAIRE

Coexistence de la Charte des droits fondamentaux et de la Convention européenne des droits de l'homme : vers un système européen de protection des droits de l'homme plus cohérent

Loredana Tassone

Avvocato au Barreau de Rome inscrite au Barreau de Strasbourg, Ancienne référendaire à la CEDH 38

Les avocats au sein du marché intérieur : des prestataires de services comme les autres ?

Charlotte Varin

Avocate au Barreau de Paris établie à Bruxelles, Délégation des Barreaux de France 42

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Bruxelles
Délégation des Barreaux de France

Actualité du droit de l'Union européenne

SOMMAIRE

Assurance	51
<i>Assurance automobile, Indemnisation de la victime, Étendue</i>	51
<i>Politique de concurrence, Rapport annuel 2010</i>	51
Concurrence	51
<i>Aide d'Etat, Notion de « partie intéressée », Recours en annulation</i>	53
<i>Entente, Programme de clémence, Accès des tiers au dossier</i>	53
<i>Entente, Imputabilité du comportement infractionnel, Influence déterminante sur le comportement de la filiale, Majoration de l'amende</i>	55
<i>Entente, Présomption de responsabilité de la société mère, Appréciation des éléments de preuve</i>	56
<i>Entente, Preuve de l'infraction, Arrangement non écrit</i>	58
Consommation	59
<i>Activités de radiodiffusion télévisuelle, Notion de « publicité clandestine », Caractère intentionnel, Absence de rémunération</i>	59
<i>Bien de consommation non conforme, Contrat de vente, Remplacement et enlèvement</i>	60
Droit général de l'Union européenne	61
<i>Renvoi préjudiciel, Notion de « juridiction d'un Etat membre », Chambre de recours des écoles européennes</i>	61
Droits fondamentaux	62
<i>Contrôleur européen de la protection des données, Rapport annuel 2010</i>	62
<i>Etablissement de la filiation, Père biologique, Respect de la vie privée et familiale</i>	63
Économie et finances	64
<i>Secteur bancaire, Accord international « Bâle III »</i>	64
<i>Abus de marché, Fixation du cours à un niveau anormal ou artificiel</i>	65
Environnement	66
<i>Notion d'« OGM », Denrées alimentaires contenant des ingrédients produits à partir d'OGM, Obligation d'autorisation</i>	66
Fiscalité	68
<i>Prélèvements aux opérations entre parties liées, Prix manifestement inférieurs aux prix normaux du marché, Extension des règles</i>	68
<i>Remboursement d'une taxe indûment versée, Notion d'« enrichissement sans cause »</i>	69
Institutions	70
<i>Relations entre la Commission européenne et les Parlements nationaux, Rapport annuel 2010</i>	70
<i>Accès aux documents des institutions, Documents émanant d'un Etat membre, Opposition</i>	71
<i>Accès aux documents des institutions, Procédure de concentration clôturée</i>	73

Justice, liberté et sécurité	74
<i>Créances transfrontalières, Recouvrement</i>	74
<i>Espace judiciaire européen, Conditions de détention, Confiance mutuelle</i>	76
<i>Création d'un système européen de surveillance du financement du terrorisme</i>	77
<i>Lutte contre la corruption</i>	78
<i>Protection des intérêts financiers de l'Union européenne, Droit pénal</i>	79
<i>Compétence judiciaire, Vente de marchandise, Lieu de livraison</i>	79
<i>Statut de réfugié, Droit à un contrôle juridictionnel effectif</i>	80
Libre circulation des capitaux	83
<i>Avoirs fiscaux, Impôt étranger imputable, Preuves</i>	83
Libre circulation des personnes	84
<i>Reconnaissance des qualifications professionnelles, Modernisation de la directive</i>	84
<i>Séjour fondé sur la simple possession d'une carte de séjour, Applicabilité de la directive 2004/38/CE dans le temps</i>	85
Libre prestation de services	86
<i>Régime d'exclusivité de gestion des paris hippiques hors hippodromes, Restriction à la libre prestation de services, Raisons impérieuses d'intérêt général</i>	86
Marché intérieur	88
<i>Standardisation, Normalisation</i>	88
Propriété intellectuelle	89
<i>Autorités douanières, Respect des droits de la propriété intellectuelle</i>	89
<i>Distribution en ligne d'œuvres audiovisuelles</i>	89
<i>Certificat complémentaire de protection pour les médicaments, Notion de première autorisation de mise sur le marché</i>	90
<i>Droits d'auteur, Prêt public, Rémunération des auteurs, Revenu approprié</i>	91
<i>Exception de copie privée, Compensation équitable, Obligation de résultat</i>	92
<i>Marque communautaire, Notion de « droit au nom »</i>	94
<i>Marque incorporant une indication géographique, Utilisation commerciale</i>	95
<i>Responsabilité des sociétés exploitant une place de marché sur Internet, Infractions au droit des marques commises par des utilisateurs</i>	96
Sécurité sociale	99
<i>Prestation d'invalidité pour jeunes handicapés, Condition de résidence</i>	99
Social	101
<i>Transfert d'entreprise, Autorités publiques, Maintien des niveaux de rémunération</i>	101